



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



A.C.C.E.N.T.S DES ETATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ETATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2022-06 du 22 avril 2022

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. La Maison Blanche publie des lignes directrices sur la mise en œuvre des dispositions « Made in America » du Plan infrastructures
2. Un sommet spécial de l'ASEAN se tiendra à Washington les 12 et 13 mai alors que les discussions relatives au cadre économique pour l'Indopacifique annoncé par les Etats-Unis s'intensifient

Climat – énergie – environnement

3. Les Californiens sont appelés à se prononcer en novembre sur un referendum contre la pollution plastique
4. Biden réduit drastiquement la surface de terres publiques disponibles pour l'exploitation du pétrole et du gaz.

Transport et infrastructure

5. Annulation de l'obligation du port du masque dans les transports publics : quelle marge de manœuvre pour le gouvernement ?

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. La Secrétaire au Trésor Janet Yellen dénonce les restrictions à l'exportation de denrées alimentaires

Numérique et innovation

7. Introduction du Quantum Cybersecurity Preparedness Act au Congrès

Santé

8. La Maison Blanche co-organisera un Sommet Mondial sur le Covid en Mai 2022

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. La Maison Blanche publie des lignes directrices sur la mise en œuvre des dispositions « Buy America » du Plan infrastructures

Le Bureau de la gestion et du budget de la Maison Blanche (*Office of management and budget - OMB*) a [publié](#) le 18 avril 2022 des lignes directrices à destination des agences fédérales portant sur la mise en œuvre des exigences en contenu local dans les projets d'infrastructures financés par des fonds fédéraux (dispositions dites « *Buy America* »).

La publication de ces lignes directrices fait suite à l'adoption le 15 novembre 2021 du « Plan Infrastructures » (*Investment Investment and Jobs Act - IIJA*). Cette loi prévoit que les agences fédérales devront assurer d'ici le 14 mai 2022 que tous les projets d'infrastructures financés par des fonds fédéraux respectent l'obligation que le fer, l'acier, les produits manufacturés et les matériaux de construction utilisés dans ces projets aient été produits aux Etats-Unis.

Les lignes directrices précisent notamment les règles encadrant l'octroi d'exemptions (« *waivers*») à ces exigences de contenu local et définissent le rôle du « *Made in America Office* » (MIAO) de la Maison Blanche, qui aura pour mission de contrôler la mise en œuvre de ces exemptions par les agences fédérales.

2. Un sommet spécial de l'ASEAN se tiendra à Washington les 12 et 13 mai alors que les discussions relatives au cadre économique pour l'Indopacifique annoncé par les Etats-Unis s'intensifient

La Maison Blanche a [annoncé](#) le 16 avril qu'un sommet spécial de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) se tiendra à Washington

DC les 12 et 13 mai prochains. Le Président Biden accueillera les dirigeants des pays de l'ASEAN pour signaler la volonté d'engagement des Etats-Unis avec les 10 Etats du groupe alors que les Etats-Unis discutent actuellement avec les pays de la région indopacifique d'un cadre économique pour l'Indopacifique (*Indopacific Economic Framework*). Annoncé en octobre 2021 par le Président Biden, le développement de ce cadre s'inscrit dans la volonté de l'Administration Biden de réaffirmer l'engagement économique des Etats-Unis dans la région.

Brèves

- Un syndicat mexicain indépendant a [demandé](#) lundi 18 avril à l'administration Biden d'utiliser le mécanisme de réaction rapide de l'accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA) pour faire respecter les règles du droit du travail dans une usine de pièces automobiles Panasonic au Mexique. Si cette demande est acceptée, il s'agirait de la troisième affaire de ce type concernant une usine mexicaine depuis l'entrée en vigueur de l'USMCA en juillet 2020.
- Le Département du Trésor américain a [adopté](#) le 20 avril de nouvelles sanctions contre la Russie, visant notamment à lutter contre le contournement des sanctions en vigueur. Ces nouvelles sanctions prévoient la désignation de la banque commerciale russe TKB (*Transkapitalbank Bank*), ainsi que d'une quarantaine d'individus et d'entités accusés de faire partie d'un réseau facilitant le contournement des sanctions et la désignation de BitRiver AG, une société de crypto-mining basée en Suisse.

Climat- Energie - Environnement

3. Les Californiens sont appelés à se prononcer en novembre sur un referendum contre la pollution plastique

Lors des élections de mi-mandat, en novembre 2022, les Californiens auront l'occasion de se positionner sur la question du plastique à usage unique, dans le cadre d'un referendum d'initiative populaire alors qu'avec le Covid son usage a explosé (gobelets, ustenciles etc).

Face à l'inertie du législateur californien qui n'a pas réussi à se prononcer sur la question, Michael J. Sangiacomo président d'une société de traitement des déchets (Recology) s'est lancé en 2019. Il a désormais obtenu les signatures de plus de 5% du

corps électoral et son texte le *California Recycling and Plastic Reduction Act* sera soumis au vote populaire en novembre 2022. Il exige de rendre recyclables ou compostables les emballages en plastique à usage unique d'ici à 2030, et d'en réduire de 25% la production dans le même temps. En outre, CalRecycle, département de l'Etat de Californie dédié au recyclage, aurait la possibilité d'interdire purement et simplement la production de certains ustensiles jugés inutiles pour les ventes à emporter. Il serait aussi chargé d'administrer à compter de 2030 une taxe qui serait comprise entre 1 cent et un demi-cent sur certains produits utilisant trop de plastique à usage unique. Cette initiative de

réduction des déchets plastiques serait largement soutenue par les Californiens dont plus de 90% se disent préoccupés par la pollution plastique avec 60% d'entre eux prêts à payer plus cher pour ne pas avoir de tels produits. Les industriels du secteur, dénoncent cette initiative, en faisant valoir une augmentation de leurs coûts et une taxe régressive qui pèsera, *in fine*, sur les foyers les plus en difficulté.

4. Le Président Biden réduit drastiquement la surface de terres publiques disponibles pour l'exploitation du pétrole et du gaz

[L'administration Biden](#) a annoncé diminuer le nombre de terres publiques destinées à l'extraction de gaz et de pétrole. Cette décision sera appliquée dans le cadre du plan du Bureau de la Gestion des Terres ("Bureau of Land Management") qui consiste à vendre les droits sur le gaz et le pétrole des terres publiques à l'ouest du pays. Lors des ventes aux enchères qui auront lieu plus tard dans l'année, 80% des terres habituellement disponibles seront retirées et les sociétés intéressées devront payer des redevances plus élevées.

Cette mesure qui s'intègre dans un élan de préservation de l'environnement est néanmoins controversée, à divers titres. Elle rentre en conflit avec la volonté de Biden de réduire les prix élevés de l'essence et est jugée décevante par certains groupes d'activistes pour le climat. Ceux-ci demandaient un arrêt complet de l'exploitation pétrolière sur les sols publics américains. Randi

Spivak, de l'association environnementale Center for Biological Diversity qualifie la décision d'"échec considérable du leadership climatique" ("reckless failure of climate leadership"). Certains représentants de l'industrie ont affirmé que les Etats Unis ne pouvaient pas se permettre de telles restrictions au vu des enjeux de production de pétrole et de gaz du pays.

Le Congrès a déjà réduit certains obstacles à l'obtention de permis et a étendu les crédits d'impôt, les projets pilotes et les fonds de recherche pour le stockage permanent du carbone. Mais en l'absence d'une législation globale sur le climat ou de plans de taxation du carbone à l'horizon, les projets de captage du carbone, considérés comme vitaux pour lutter contre le changement climatique, pourraient ne rester qu'à l'état de projet

Brèves

➤ Plus d'un mois après que le Gouverneur ait dévoilé son plan pour soutenir les Californiens, face à la flambée des prix à la pompe (moyenne à toujours à plus de 5,65\$ par gallon) par l'octroi d'une aide de 400\$ à l'ensemble des propriétaires de voitures sans condition de ressources, les négociations n'ont pas avancé, les élus démocrates dénonçant une mesure mal calibrée qui bénéficierait aussi aux plus riches. Dans le même temps le Nouveau-Mexique a voté un crédit d'impôt de 250\$ par contribuable dans la limite de 75 000\$ de revenus annuels.

Transport et Infrastructure

5. Annulation de l'obligation de port du masque dans les transports publics : quelle marge de manœuvre pour le gouvernement ?

Ce lundi 18 avril, une juge fédérale de Floride a [déclaré illégale](#) le mandat portant sur l'obligation du port du masque dans les transports en commun des Centers for Disease Controls (CDC). La Transportation Security Administration (TSA) n'imposera donc plus ces mesures de restriction sanitaires.

Le mandat venait d'être prolongé jusqu'au 3 mai par les CDC, le temps d'estimer plus précisément l'impact de l'augmentation des cas sur l'hospitalisation et les décès liés à la pandémie.

[La TSA](#) a ainsi rendu le port du masque facultatif dans tous types de transports publics. Les 5 plus grandes compagnies aériennes (United Airlines, US

Delta, Alaska Airlines, American Airlines et Southwest Airlines) ont ainsi accueilli la nouvelle avec satisfaction et se sont empressées de lever les restrictions. Il semble que les conditions applicables dans les pays de destination des vols internationaux resteront néanmoins respectées. Ainsi, dans le cas de la France, les compagnies américaines Delta ou United Airlines ont indiqué qu'elles continueront d'imposer le port du masque à bord de leurs aéronefs, tant que la réglementation française l'exigera.

L'administration Biden s'est montrée extrêmement déçue par une telle décision. Ce mercredi 20 avril, le [Département de justice a annoncé faire appel](#), suivant en cela l'avis des CDC qui continuent de considérer le port du masque dans les transports en commun "nécessaire pour la santé publique". Cela pourrait compliquer la situation et créer des tensions de la part de certains voyageurs qui ne

respectaient déjà pas toujours l'obligation. 744 incidents liés au port du masque à bord des appareils ont ainsi été déclarés depuis le début de l'année. Les CDC rappellent que le port du masque, s'il n'est pour l'instant plus obligatoire, reste fortement préconisé.

Brèves

- Dans un effort supplémentaire d'exclure la Russie du reste du monde, le [Président Biden a déclaré](#) ce jeudi 21 avril que tous les navires russes ou d'affiliation russe sont dorénavant bannis des ports américains. Quelques exceptions subsistent néanmoins en cas de force majeure ou de transport de matériaux nucléaires avec une autorisation particulière.

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. La Secrétaire au Trésor Janet Yellen dénonce les restrictions à l'exportation de denrées alimentaires

Lors d'une réunion organisée en marge des réunions de printemps du Fonds Monétaire International et de la Banque mondiale, et réunissant notamment des ministres des pays du G7 et du G20, la [Secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen](#) a mis en garde contre l'imposition de restrictions à l'exportation de denrées alimentaires, qui pourraient aggraver l'augmentation des prix et la crise alimentaire mondiale, exacerbée par la guerre en Ukraine.

Dans un [rapport](#) sur le conflit en Ukraine et les autres facteurs contribuant aux prix élevés des

produits de base et à l'insécurité alimentaire, publié le 6 avril, le Département américain de l'Agriculture indique que onze pays ont mis en place des interdictions d'exportation, faisant encore grimper les prix des denrées alimentaires.

Les autorités américaines considèrent que les stocks de produits agricoles de base sont actuellement suffisants, mais la forte hausse des prix est une menace pour les populations les plus vulnérables d'Afrique et du Moyen-Orient, et peut entraîner une réduction des achats et de l'apport calorique.

Les remarques de Mme Yellen font suite aux appels lancés par le président Joe Biden lors de son déplacement en Europe le mois dernier.

Numerique et Innovation

7. Introduction du Quantum Cybersecurity Preparedness Act au Congrès

Le 18 avril, un groupe bipartisan de législateurs, mené par Nancy Mace (R-SC) a introduit, à la Chambre des représentants, le [Quantum Cybersecurity Preparedness Act](#), aux côtés de Gerry Connolly (D-VA) et de Ro Khanna (D-CA). Ce projet de loi – [soutenu](#) par Google, IBM, PQSecure Technologies, QuSecure, Maybell Quantum, and Quantinuum – encourage la transition des systèmes informatiques gouvernementaux vers une cryptographie résistante au quantique. Si l'informatique quantique n'est pas encore largement disponible, les experts en cryptage alertent depuis des années sur le risque de décryptage des données cryptées grâce à l'utilisation d'ordinateurs quantiques – des données cryptées auraient déjà fait l'objet de cyberattaques permettant de les collecter et les stocker dans l'attente d'une technologie qui permettrait

de les décrypter. Ce projet de loi obligerait le gouvernement fédéral à privilégier la mise en œuvre de nouveaux outils de cryptage permettant de protéger des données sensibles et confidentielles contre des cyberattaques réalisées par des ordinateurs quantiques ultrarapides. Il prévoirait (i) l'élaboration et la publication de normes de cryptographie post-quantique par l'Institut national des normes et de la technologie (*NIST*) et (ii) la mise en place par le Bureau de la gestion et du budget de la Maison Blanche (*OMB*) de mesures de transition vers les systèmes de cryptographie quantique pour les agences fédérales. L'OMB devrait, un an après l'entrée en vigueur de la loi, remettre au Congrès un rapport faisant état des financements nécessaires ainsi que des stratégies d'implantation des mesures de transition.

Brèves

- Le 20 avril, les employés du magasin Apple à Atlanta (Cumberland Mall) ont officiellement

déposé auprès de l'agence gouvernementale *National Labor Relations Board* une [demande pour organiser un vote de syndicalisation](#). Ils deviennent les premiers employés travaillant dans la distribution aux Etats-Unis à procéder à une telle demande. Les employés envisagent de rejoindre le syndicat *Communications Workers of America* qui représente les travailleurs d'entreprises telles qu'AT&T Mobility et Verizon, et qui devient, depuis ces dernières années, un syndicat influent dans le secteur des technologies. Le syndicat a [indiqué](#) qu'une centaine de travailleurs du magasin Apple d'Atlanta sont habilités à voter - plus de 70 % d'entre eux auraient indiqué leur soutien. Les travailleurs du magasin Apple situé dans le terminal principal de Grand Central à New York ont aussi commencé à recueillir officiellement des signatures pour former un syndicat.

- Considérant la désinformation comme « *la plus grande menace pour notre démocratie* », Barack Obama tente de sensibiliser les citoyens américains sur cette problématique, notamment dans le cadre d'un événement organisé par l'université de Chicago et *The Atlantic* début avril – [La désinformation et l'érosion de la démocratie](#) – ou encore dans le cadre d'une [conférence](#) donné au Centre Cyber de l'université de Stanford le 21 avril. Il

réaffirme le danger grandissant de la diffusion de fausses informations sur la démocratie, particulièrement dans le cadre du conflit russo-ukrainien.

- Après avoir reçu une demande d'information de la Securities and Exchange Commission (SEC), ainsi qu'une assignation à comparaitre devant un *grand jury* par le Ministère de la Justice, Activision Blizzard a [affirmé](#), le 15 avril, sa coopération dans le cadre d'une enquête de délit d'initié, visant à déterminer si certains investisseurs de la société – connaissant Bobby Kotick, CEO d'Activision – ont commis des délits d'initiés avant l'annonce officielle de l'acquisition par Microsoft pour près de 20 milliards de dollars USD.
- Twitter tente de déjouer la tentative de rachat proposé par Elon Musk pour 43 milliard de dollars USD au moyen d'une défense financière de « [poison pill](#) » (Shareholder Rights Plan), permettant d'empêcher une prise de contrôle non-sollicitée d'une société. Cette opération – qui permettrait aux actionnaires actuels de Twitter, à l'exception de E. Musk, d'acheter des actions supplémentaires à un prix préférentiel, diluant ainsi la participation de E. Musk dans la société et rendant alors plus difficile l'obtention d'une majorité des votes des actionnaires en faveur de l'acquisition – prendrait effet si la participation de E. Musk, actuellement d'environ 9%, atteignait 15%.

Santé

8. La Maison Blanche co-organisera un sommet mondial sur la réponse contre le Covid en Mai 2022

Lundi 18 avril 2022 la Maison Blanche a indiqué dans un [communiqué](#), qu'elle co-organisera un sommet mondial de réponse au Covid avec le Belize (dirigeant de la communauté caribéenne), l'Allemagne, présidente du G7, l'Indonésie présidente du G20 et le Sénégal, dirigeant de l'Union Africaine. Ce sommet se tiendra en ligne le 12 mai et fait suite à celui qui avait été tenu le 22 septembre 2021 par les Etats-Unis. Les organisateurs appellent les dirigeants, les organisations non gouvernementales, les philanthropes, la société civile et le secteur privé à prendre des engagements afin d'accroître le taux de vaccination et renforcer la sécurité sanitaire. Les thèmes abordés lors de ce sommet seront notamment ceux du déploiement des tests et des traitements pour les populations à risques ainsi que

celui du développement d'une main d'œuvre médicale, de l'accès aux contre-mesures médicales grâce à la recherche et à la production locale, de la mise en place d'un système de financement durable des systèmes de santé et des dispositifs de sécurité sanitaire.

Brèves

- Le juge général de la Virginie Occidentale, Patrick Morrissey (R) a [annoncé](#) lundi 18 avril, un accord sur le versement de 99 millions d'USD versés par Janssen Pharmaceuticals à l'Etat fédéré. Cet accord intervient dans le cadre du procès contre Janssen, filiale de Johnson et Johnson, Teva Pharmaceutical et Allergan, filiale d'Abbvie, pour leur implication dans la crise des opioïdes.
- La branche commerciale de Mont Sinai, le plus important réseau médical à New York, a [annoncé](#) la création d'un incubateur

spécifiquement dédié aux innovations pour la santé des femmes et des populations noires, indiennes et de couleurs (Black, Indigenous an people of colors, BIPOC). Les financements sont accessibles à des innovateurs variés mais surtout aux membres du réseau Mont Sinai.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDET, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.